

Synthèse régionale

Pas de signes d'amélioration en 2014

Magali Bonnefont, Insee Corse

En 2014, comme en 2013, de nombreux voyants de l'économie insulaires restent ou passent au rouge.

En particulier, le trafic global de passagers marque un coup d'arrêt et la fréquentation touristique baisse dans les hôtels et les campings. Le marché du travail continue de se dégrader et la construction demeure en berne.

Pourtant, l'emploi salarié se maintient, les créations d'entreprises repartent à la hausse et, dans une campagne agricole contrastée, vins et clémentines tirent leur épingle du jeu.

Stabilité des flux de transport de passagers...

En 2014, le nombre de passagers accueillis dans les ports et aéroports de Corse, hors croisiéristes, est stable : 7,4 millions de passagers sur les lignes régulières et charter.

Les trafics aériens continuent de progresser (+ 4 % sur un an) toujours portés par l'essor des Low Cost, compensant ainsi un nouveau recul des lignes régulières maritimes (- 4 %) du fait d'un net recul sur les lignes françaises.

Par ailleurs, les trafics de marchandises sont encore en baisse.

... et baisse de la fréquentation touristique des hôtels et campings

Après deux années de progression en 2012 et 2013, l'année 2014 a été marquée en Corse, comme sur le pourtour méditerranéen, par une baisse de la fréquentation touristique (6,8 millions de nuitées soit - 7,6 %).

Cette moindre fréquentation a touché aussi bien les hôtels (- 5,4 %) que les campings (- 9,1 %) et est principalement imputable au recul des nuitées françaises (respectivement de - 7,3 % et - 12,8 %).

Seuls les hôtels classés 4 étoiles et plus bénéficient d'une hausse de fréquentation (+ 5 %).

Nouvelle dégradation du marché du travail

La situation du marché du travail continue de se dégrader. Au dernier trimestre 2014, le taux de chômage régional s'établit à 10,6 % de la population active contre 10,0 % au niveau France métropolitaine. L'écart structurel entre la Haute-Corse et la Corse-du-Sud s'accroît pour atteindre 2 points.

Ainsi, fin décembre, 24 570 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi, soit 2 860 personnes de plus qu'en 2013. La situation des seniors et des demandeurs d'emploi de longue durée est particulièrement préoccupante (+ 21 % et + 33 %).

Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi continue de reculer (- 2 700 offres).

La construction toujours en berne

En 2014, le marché de l'immobilier du neuf reste mal orienté. Les mises en vente de logements neufs ont continué de baisser (- 16 %). Le repli des ventes a été aussi marqué (- 16 %), il concerne aussi bien les maisons que les appartements. En conséquence, le stock de logements invendus en fin d'année demeure élevé.

Le nombre de permis de construire accordés dans la région demeure en recul (- 14 %). La baisse est toutefois plus modérée qu'en 2013 (- 30 %). Elle est due au repli des logements individuels, le nombre d'autorisations de logements collectifs et en résidence restant stable par rapport à l'année précédente.

Ces évolutions suivent les tendances nationales qui enregistrent aussi une baisse de la commercialisation et des autorisations des logements neufs.

Pourtant l'emploi salarié se maintient

Contrairement à la tendance en France métropolitaine, en 2014, en Corse, l'emploi salarié marchand non agricole progresse très légèrement (+ 0,1 %).

Cette croissance, inférieure à celles des années précédentes, est portée par

l'industrie (+ 0,3 %) et le tertiaire (+ 0,9 %), en particulier les services.

Au contraire, le transport s'affaiblit (- 0,9 %) et la construction continue de perdre des emplois (- 400 emplois sur un an).

Au niveau départemental, l'emploi est stable en Corse-du-Sud et augmente légèrement en Haute-Corse, compensant ainsi en partie la baisse subie en 2013 dans ce département.

Légère reprise de la création d'entreprise portée par les auto-entrepreneurs

En 2014, la création d'entreprises marque une reprise (+ 2,7 %), après la baisse observée en 2013. La région suit en cela la tendance nationale (+ 2,6 %). C'est le régime de l'auto-entreprise qui porte cette croissance au niveau départemental comme au niveau régional (+ 6,4 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises continue également à augmenter en 2014 comme en 2013 pour l'ensemble de la Corse (+ 2,8 %). Mais la Corse-du-Sud enregistre une amélioration alors que la situation de la Haute-Corse se dégrade à nouveau.

Dans une campagne agricole contrastée, vins et clémentines tirent leur épingle du jeu

Les conditions climatiques de l'année ont affecté les productions végétales et animales. Le contexte sanitaire a également pénalisé certaines productions : cynips pour la châtaigne, fièvre catarrhale ovine (FCO) pour les petits ruminants. Cependant, les productions insulaires phares (viticulture, clémentine) tirent leur épingle du jeu.

Cinq nouvelles reconnaissances sont venues enrichir la gamme des produits bénéficiant d'une garantie officielle nouveaux signes de qualité. Cela renforce la dynamique engagée depuis plusieurs années en faveur de l'identification et la valorisation des produits agricoles insulaires.

Contexte national

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

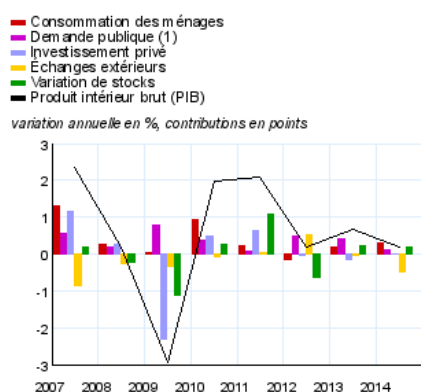
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux *stimuli* extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013 (*figure 1*).

1 Évolution du PIB en volume et contribution à cette évolution



Source : Insee, comptes nationaux, base 2000

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013 (*figure 2*). La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-2,1 % après +2,2 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de

nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013).

2 Le PIB et les opérations de biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	en milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :					
- dépenses des ménages	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
- dépenses individualisables des administrations	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
Consommation collective des administrations publiques	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Formation brute de capital fixe, dont :					
- entreprises non financières	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
- ménages	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
- administrations publiques	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
Exportations	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010